



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35ème réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[620 029]

Commentaires Data for number of inhabitants are given in accordance with the results of the population census from 2011. The next population census will take place this year (2021).

=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	2 330 300 000 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Data available here: <https://mif.gov.me/ResourceManager/FileDownload.aspx?rId=426154&rType=2>

=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[7 959]

Commentaires Data for 2019.

GDP data for 2020 will be published later this year.

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[9 396]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[1]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires National currency in Montenegro is Euro.

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	31 567 667 [] NA [] NAP	30 058 506 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	21 459 152 [] NA [] NAP	21 135 928 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	587 052 [] NA [] NAP	563 299 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	820 000 [] NA [] NAP	682 262 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	195 000 [] NA [] NAP	193 520 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	225 001 [] NA [] NAP	210 880 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	9 900 [] NA [] NAP	2 038 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	8 271 561 [] NA [] NAP	7 270 576 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The difference relates to the enforcements through the Ministry of Finance (court experts and lawyers), which are being payed by enforced collection.

"7. Other" includes: other personal income, jubilee awards, severance pay, assistance, separate life, administrative/office supplies, fuel, communication services, lawyer services, consulting services, banking services, licenses, insurance, employment contracts, utilities, technological redundancy-severance pay... (Source: Judicial council)

Since 2018 there has been an increase in the budget allocated to courts buildings (maintenance, operating costs) which is due to the fact that the requests of courts for more funds for this purpose were approved during the preparation of the courts budget.

Discrepancy clarifications:

-Annual public budget allocated to court buildings (maintenance, operating costs) - There was an increase in the monetary amount due to the adaptation of official premises in several Montenegrin courts.

-Annual public budget allocated to investments in new (court) buildings - There was an increase in the monetary amount due to the fact that construction works were carried out on the building of the Commercial Court of Montenegro on the adaptation of the building itself.

-Annual public budget allocated to training - There was a decrease in the said amount due to the fact that this year a smaller number of trainings was conducted compared to the previous reporting because of the COVID-19 pandemics.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In 2020, courts did not have individually allocated amount for providing free legal aid, namely this is included in the account 4146 – Lawyer, notary and legal services.



=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

-- In civil proceedings, the fee is paid according to the value of the case.
 In the enforcement proceedings, the fee is paid according to the value of enforcement or security.
 In a non-contentious proceedings, criminal proceedings based on a private lawsuit, administrative dispute and insolvency proceedings of companies, a tax shall be paid at a tariff fee.
 Law on Court Fees states fee tariff for pleadings, decisions and court settlements in civil and enforcement proceedings, the amount of fees for non-contentious proceedings, the fees in proceedings on insolvency of companies, the amount of fees for pleadings and decisions in criminal proceedings conducted by private prosecution and in an administrative dispute

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[70]

[] NA

[] NAP

Commentaires For claims in civil proceedings with dispute value amounting over € 500 and up to € 5,000, a fee in the amount of € 20 and 2% is payable on the difference of the amount exceeding € 500. This means that the court fee for filing a debt claim in the amount of € 3,000 would be € 70.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[793 178]

[] NA

[] NAP

Commentaires The pandemic of the new coronavirus COVID-19 has caused a reduction amount of court fees which the state has as revenue on an annual basis.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Free legal aid is always approved under account 4146 of the Budget of Montenegro (Law on Budget), which refers to all attorney's fees, so it is not possible to provide the requested information separately.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	146 483 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : A smaller number of requests for free legal aid were adopted, thus less money was spent.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	9 636 314 [] NA [] NAP	9 490 312 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The difference between the approved and implemented budget was due to the budget rebalance, all pursuant to the Law on Amendments to the Budget Law (Official Gazette of Montenegro 61/2020 as of 24 June 2020).

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : The Judicial Council submits the proposal of the Judicial Budget to the Ministry of Finance, which, together with the proposal of the other budget units, is submitted in the form of a draft to the Government. State Audit Institution controls the regularity (legality), economy, effectiveness and efficiency of budget expenditure and state property management. The results of the audits, Institution reports to the Assembly, by filing an annual report. The annual report is submitted to the Assembly and the Government by the end of October.

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[]	[]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]
Nombre d'affaires terminées	[]	[]

Autre	[]	[]
-------	-----	-----

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire :

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Judicial Council and Report on work of the JC

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	54 906 637 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Budget of Montenegro for 2020. ("Official gazette of MNE", no. 74/19, 61/20)

Judiciary: 29.920.426,33 € (including Judicial Council: 1.654.281,32 €)

015-2. Éléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur des procureurs	(X) Oui () Non [] NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	() Oui () Non [X] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui (X) Non [] NAP
Service de l'exécution	() Oui (X) Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP

Service d'expertise légale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : Centre for Training in Judiciary and State Prosecution Office

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : .

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The responsibilities for the management of individual courts is on the Presidents of courts, in accordance with the Article 30 of the Law on courts.

The president of the court is responsible for performing the tasks of court administration. The president of the court may delegate the certain tasks of court administration in larger courts, to the deputy president of the court, presidents of the court units, judges or court staff.

In order to perform orderly and timely work in the court, the president of the court supervises the work of court units and services by reviewing registers and auxiliary books, notes and hearings, constantly monitoring cases whose resolution takes longer, obtaining reports, and in other appropriate ways.

The president of the court takes care of the proper approach of judges, officials and employees towards parties, state authorities, legal entities and other organizations, and of the proper relations between employees in the court. In relation to court appearances that significantly disrupt interpersonal relations in court, obstruct citizens in exercising their rights, act illegally or otherwise damage the reputation of the court, the president of the court is obliged to act in accordance with the Law and the Code of Ethics of Judges

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The answer is included in Article 137 of the Law on State Prosecutor’s Office
 Head of the state prosecution office shall be accountable for carrying out tasks of the state prosecution office and shall take measures and actions to ensure efficient and lawful performance of tasks by the state prosecution office. Head of the state prosecution office shall organize work at the state prosecution office, allocate tasks and take measures to ensure regular and timely performance of tasks at the state prosecution office. In the event of absence, being prevented to discharge duties or upon expiry of the term of office, the head of the state prosecution office shall be replaced by the state prosecutor appointed by the session of the state prosecution office for each calendar year, upon the proposal by the head of the state prosecution office.

2. Accès à la justice et à l’ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L’aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l’organisation du système d’aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Free legal aid implies the provision of resources for full or partial coverage of costs for legal counselling, preparation of pleadings, representation in proceedings before the court, the State Prosecution and the Constitutional Court of Montenegro and any procedure for out-of-court dispute settlement and in proceedings involving bailiffs, as well as exemption from payment of the costs of court proceedings
 A person who, due to his financial situation, is not able to exercise the right to judicial protection, without prejudice to the necessary support of himself and his family, has the right to free legal aid, in accordance with the law, all in order to exercise the right to a fair trial.
 Legal aid implies the provision of resources for full or partial coverage of costs for legal counselling, preparation of pleadings,

representation in proceedings before the court, the State Prosecution and the Constitutional Court of Montenegro and any procedure for out-of-court dispute settlement , as well as exemption from payment of the costs of court proceedings.

The right to legal aid under the conditions stipulated by this Law may be exercised by:

- 1) a Montenegrin national;
- 2) a stateless person lawfully residing in Montenegro and a person seeking asylum in Montenegro;
- 3) an alien with permanent residence or approved temporary residence and other person legally residing in Montenegro; and
- 4) other person in terms with ratified international treaties.

The person shall have the right to legal aid provided that he is:

- 1) a beneficiary of family cash benefits or other social security right pursuant to the law governing social and child protection,
- 2) a child without parental care,
- 3) a person with special needs,
- 4) a victim of the crime of family or domestic violence and of human trafficking,
- 5) a person of unfavorable financial situation (a person who has no property, and his monthly income and total monthly income of family members does not exceed 30% of the average salary in Montenegro for one member and 15% of the average salary for each subsequent member)

The authority competent for granting legal aid is the president of the basic court or the judge authorized by him in whose territory the applicant has a permanent or temporary residence;

Performing professional and administrative tasks in the procedure of approving free legal aid is organized within the free legal aid service.

The procedure is initiated by a request, which is submitted to the competent authority through the Service, on the prescribed form.

The decision on the request is made within 15 days from the day of submitting the request. The decision of the competent authority on the request is final and an administrative dispute may be initiated against it, which is urgent.

The Service issues a referral with appropriate information to the applicant who has been granted free legal aid.

Free legal aid is provided by lawyers in the order from the list of the Bar Association of Montenegro.

Legal advice can also be provided by the Service, which is obliged to keep records of the provided legal advice

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

Affaires pénales	Affaires autres que pénales
------------------	-----------------------------

Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
--	--	--

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : The total number of filed requests for free legal aid in 2020 is 365. Unfortunately, we are not able to provide other data under question 20.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre règlementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales :

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

() plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Judicial Council

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) www.sudovi.me www.gov.me www.sluzbenilist.me https://tuzilastvo.me/drtz	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) www.sudovi.me	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) www.sudovi.me	()

A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) www.sudovi.me www.gov.me	()
--	-----------------------------------	-----

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- (X) Oui, toujours
- () Non
- () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
--------------------------	--	--------------------------------

Victimes de violence sexuelle / viol	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser :

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

[] Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

[X] Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

[X] Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

[X] Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

[] Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

[] Autre, veuillez préciser

[] NAP

Commentaire

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	[] Seuil d'âge[Comment] [] Exceptions au seuil [] Capacité de discernement [X] Autre [] NAP	[X] Seuil d'âge[Comment] [] Exceptions au seuil [] Capacité de discernement [] Autre [] NAP

Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]
	<input type="checkbox"/> Exceptions au seuil	<input type="checkbox"/> Exceptions au seuil
	<input type="checkbox"/> Capacité de discernement	<input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement
	<input checked="" type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Autre
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). Civil proceedings

1. Other - A minor, who has not acquired full legal capacity is legally capable within the limits within which his/her legal capacity is recognized.

2. Other - A child may be heard as a witness if the Court determines that he/she is capable to be a witness, according to the expert opinion. Criminal proceedings

For minors and persons who are completely deprived of legal capacity, a private lawsuit shall be filled by their legal representative.

Exceptionally, a minor who has reached the age of 16 may also file a private lawsuit by himself/herself.

2. Capacity for discernment - A minor who, given his/her age and mental development is unable to understand the significance of the right not to have to testify.

Age threshold - The summoning as a witness of a minor who has not reached the age of 16 is made through his/her parents, ie. legal representative, unless this is not possible due to the need for urgent action or other circumstances.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input type="checkbox"/> Professionnel du droit <input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

Seuil(s) d'âge

Capacité de discernement

Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

[14]

[] NA

[] NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

[16]

[] NA

[] NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment :

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

(X) Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu

() Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur

() Oui, toujours

() Non

Commentaire YES, if the conditions, prescribed by the Law on compensation to the victims of criminal offences of violence are met. YES, if the victim submitted the compensatory claim before the competent civil court after the criminal proceeding, or if the victim submitted the compensatory claim within the criminal proceeding and the Criminal Court rendered a judgment, deciding on the sentence and compensatory claim.

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

() Pour tous les types d'infractions

(X) Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

(X) Oui

() Non

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions
 Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

- Oui
 Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Clarified in the comment section of question 35-1

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Clarification for questions 35 and 35-1

The assistance is reflected in the manner of hearing adapted to international standards, in order to avoid secondary victimization (hearing of children under the age of 14 in a separate room, with mandatory presence of a professional from the professional service; if necessary, a psychological assessment of the child is often performed to determine whether the child is able to testify, whether it adversely affects further development...) there is also the possibility that the child is heard in any other circumstances (premises), if it is in the interest of the child. There is a possibility to appoint a proxy from the ranks of lawyers who are trained to work with children, and the costs of the proxy fall on the budget.

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

- Oui

() Non

[] NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : The injured party is informed that he/she is entitled to initiate prosecution against the perpetrator before the competent court.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : With regard to the length of the proceeding, the Supreme Court of Montenegro had a total of 62 cases in work, upon claims for fair satisfaction. Based on the adopted claims for compensation of non-pecuniary damage, in 22 cases the Court found a violation of the right to a trial within a reasonable time and awarded the plaintiffs a total of 38 100 EUR.

In accordance with the article 498 of the Criminal Procedure Code, "(1) The right to compensation of damages for unjustifiable conviction shall be held by a person against whom a criminal sanction was imposed by a final decision or who was pronounced guilty but whose punishment was remitted, and subsequently, upon an extraordinary legal remedy, the new proceedings was finally discontinued or the convicted person was acquitted by a final decision or the charge was rejected, except in the following cases:

1) if the proceedings was discontinued or the charge was dismissed because in the new proceedings the subsidiary prosecutor or private prosecutor waived the prosecution, provided that the waiver occurred on the basis of an agreement with the accused person, 2) in the new proceedings the charge was dismissed by a ruling because the court lacked jurisdiction and the authorized prosecutor has initiated prosecution before the competent court.

(2) A convicted person i.e. an acquitted person, is not entitled to compensation of damages if he caused the criminal proceedings through a false confession in the investigatory procedure or otherwise, or caused his conviction through such statements during the proceedings, unless he was forced to do so.

(3) In the case of conviction for offences committed in concurrence, the right to compensation of damages may also relate to respective criminal offences in regard to which the conditions for approving compensation are met."

In accordance with art. 499 par. 2 of the Criminal Procedure Code, "Before bringing a compensation claim to the court, the injured party shall submit his/her request to the ministry competent for the affairs of the judiciary in order to reach a settlement on the existence of damage and the type and amount of compensation."

"Court concerned" is referred to as the Court before which the violation of the right to a trial within reasonable time has been questioned in the procedure prescribed by the Law on the protection of the right to a trial within reasonable time (this could be any court in Montenegro).

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle	<input type="checkbox"/> Annuelle
	<input type="checkbox"/> Autre type de fréquence	<input type="checkbox"/> Autre type de fréquence
	<input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : <https://cemi.org.me/>
<https://gamn.org/>
<https://www.cdtmn.org/>

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

Oui, veuillez préciser : The mentioned categories of persons are entered through the PRIS (Judicial Information System) information system, and based on the entered data, it is possible to make statistics by gender.

Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnités accordées
Tribunal concerné	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	38 100 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Instance supérieure	0 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Ministère de la Justice	67 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	120 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : "Higher court" – in this case – the Supreme court of Montenegro.

In relation to the work of the courts and judges, 62 complaints were filed to the Supreme court of Montenegro, which represents the reduction of 6,9% in comparison to the 2019 reporting year (73).

(Law on Judicial Council and Judges states that the Judicial Council, among other competences, considers complaints against the work of judges and court presidents. The Courts Rules of Procedure states that the President of the court is obliged to, either personally or through a person duly assigned by him, examine every complaint of the parties concerning the work of either the court or individual judges, officers and employees. Before responding to the complaint in the shortest time possible, president of the court shall notify of the complaint the person whose work it refers to, request from that person an explanation verbally or in writing, reviews the case files, and takes other steps necessary to assess the validity of the complaint.

Response to complaints and petitions shall be submitted no later than 30 days from the date of filing. The protection of the right to trial within a reasonable time, as well as fair redress in the event of violation of right to trial within a reasonable time shall be enforced through a special Law, in the judicial proceeding, on the manner and upon conditions prescribed by this Law.

Legal remedies for the protection of right to trial within a reasonable time are:

1) Request to accelerate the proceedings (the request for control), 2) Action for fair redress.

Cases deciding on legal remedies for the protection of right to trial within a reasonable time shall be dealt with urgency by the court. The president of the court shall make a decision on the request for control. In courts having more than ten judges, a judge who will decide about requests for control apart from the president of the court, may be appointed under the annual schedule of assignments. President of the court or a judge shall not decide on the request for control in the case they act or were acting in the capacity of a judge. If the president of the court is not allowed to decide in the case, the president of the next higher court shall decide about the request for control.)

*

The Ministry of Justice, human and minority rights in accordance with the Regulation on organization and manner of work of the State administration („Official Gazette of MNE“, 118/20, 121/20, 1/21, 2/21, 29/21, 34/21 i 41/21.), performs the affairs of administration that, among other, relate to: inspection supervision in courts in relation to organizing the work in courts in accordance with The Law on Courts, and inspection supervision in relation to organizing the work in state prosecution offices in accordance with the Law on State Prosecution Office. In

2020, Ministry of Justice acted upon 67 petitions and complaints of the citizens and legal persons on the work of judiciary authorities.

The Protector of Human Rights and Freedoms of Montenegro is empowered to deal with complaints relating to the work of the courts in the event of delays in the proceedings, misuse of procedural powers or non-execution of court decisions.

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

Nombre de tribunaux

Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	25 [] NA [] NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	19 [] NA [] NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	15 [] NA [] NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	3 [] NA [] NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	6 [] NA [] NAP

Commentaires 1.1 First instance courts of general jurisdiction - legal entities = Basic Courts

1.2 Second instance courts of general jurisdiction - legal entities = 2 High Courts and Appellate court

1.3 Highest instance courts of general jurisdiction - legal entities = Supreme Court

2 Total number of specialised courts - legal entities = Administrative Court, Commercial Court and 3 Offense courts

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	5 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	1 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux administratifs	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : High misdemeanour court , Misdemeanour court in Podgorica, Budva and Bijelo Polje

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires We have 25 courts on 16 geographic locations.

Podgorica (Basic court, Administrative court, Commercial court, High court, Appellate court, Supreme court, Misdemeanour court, High misdemeanour court) Bijelo Polje (Basic court, High court, Misdemeanour court)

Basic courts: Ulcinj, Bar, Cetinje, Kotor, Herceg Novi, Nikši, Žabljak, Pljevlja, Danilovgrad, Kolašin, Berane, Plav, Rožaje

Budva: Misdemeanour court

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le licenciement	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le vol avec violence	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Faillite

1

NA

NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[1 000]

Commentaires According to the Law on Civil Procedure, small claims disputes are those with the pecuniary claim that does not exceed 1000 Euro. Small claim disputes shall also include disputes which are not of pecuniary nature but for which the plaintiff has stated in the complaint that he will accept certain monetary sum that does not exceed the amount of 1000 Eur. Small claim disputes shall also include those disputes in which the main subject matter is not of pecuniary nature but the transfer of a moveable asset with value, as stated in the complaint by the plaintiff, that does not exceed the amount of 1000 Eur.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Judicial Council

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	309 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	184 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	214 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	87 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	127 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	77 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	18 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	15 [] NA [] NAP
--	-------------------------	------------------------	-------------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Even though the percentage discrepancy in the reported values seems drastic, those values may be misleading. The number of total judges has not changed drastically. Last year: Number of Supreme Court professional judges total - 19 judges

Males:- 5

Females- 14

This year: total - 18

males - 3

females - 15

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser

Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. En première instance (%)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 – 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	309 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP			
Première instance	214 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Deuxième instance	77 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cours suprêmes	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	25 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

Non

NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	()
Affaires familiales	()	()	()
Affaires de droit du travail	()	()	()

Affaires de droit social	()	()	()
Affaires commerciales	()	()	()
Affaires de faillite	()	()	()
Autre affaires civiles	()	()	()

NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Affaires pénales

Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 127 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	308 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	819 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	711 [] NA [] NAP	78 [] NA [] NAP	633 [] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	127 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	146 [] NA [] NAP	69 [] NA [] NAP	77 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	143 [] NA [] NAP	118 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : The presidents of the courts submitted official data related to the number of full-time employees on December 31, 2020. We do not have a specific answer to the question why the structure of employees by certain categories has changed.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	1 127 [] NA [] NAP	308 [] NA [] NAP	819 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	866 [] NA [] NAP	260 [] NA [] NAP	606 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	220 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	181 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	41 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP

Commentaires The presidents of the courts submitted official data related to the number of full-time employees on December 31, 2020. We do not have a specific answer to the question why the structure of employees by certain categories has changed.

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

[] Pour l'aide judiciaire

- En matière familiale
- Pour les ordres de paiement
- Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- Exécution des affaires civiles
- Exécution des affaires pénales
- Pour les affaires non contentieuses
- Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : We have outsourced the maintenance of servers in data centre and core network equipment to specialised company, due to a critical nature of that part of the system. Also, we have outsourced the maintenance of airconditioning and power generator for the data centre, as well.

Commentaires For Commercial court of Montenegro we outsource archiving of old cases, since 2016, due to the lack of archive space. We are considering to start this for biggest courts in Montenegro in the future.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Judicial Council

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	125 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	81 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	97 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	64 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	19 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	9 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : In the column "Number of prosecutors at first instance level", in addition to the number of state prosecutors in the basic state prosecutor's offices the number of special state prosecutors is included.



=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- [] Garde d'enfants
[] Soins aux personnes âgées
[] A des fins de retraite anticipée
[] Autre raison, veuillez préciser

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
1. En première instance (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
 () 50 - 60%
 () 60 - 80%
 () Plus de 80 %
 NA
 NAP

Commentaires

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	7 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus :

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
 (X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

- [0]
 NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The Basic State Prosecutor's Office in Kotor and the Basic State Prosecutor's Office in Bijelo Polje have prosecutors who are specially trained in the field of domestic violence and sexual violence, as well as in the particular field of domestic violence and sexual violence against juvenile victims.

The Basic State Prosecutor's Office in Podgorica and the Basic State Prosecutor's Office in Plav have prosecutors who are specially trained in the field of domestic violence and sexual violence.

The High State Prosecutor's Office in Bijelo Polje, the High State Prosecutor's Office in Podgorica and the Basic State Prosecutor's Office in Bar have specialized prosecutors for dealing with juvenile victims, in the criminal offences of domestic violence and sexual violence.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	228 <input type="checkbox"/> NA	67 <input type="checkbox"/> NA	161 <input type="checkbox"/> NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Judges: Article 30 of The Law on Judicial Council and Judges

Decisions of the Judicial Council shall be final and unless otherwise provided by the present Law, an administrative dispute may be initiated against them.

When making a decision on the appointment of judges and court presidents, the Judicial Council shall take into account the proportional representation of minorities and other minority communities and gender-balanced representation.

Prosecutors: According to the Law on State Prosecution Service, in rendering its decisions on the election of the heads of the state prosecution offices and state prosecutors, the Prosecutorial Council shall take into account the proportionate representation of the members of minority nations and other minority national communities as well as gender balance.

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez

préciser : Judges: Article 30 of The Law on Judicial Council and Judges

Decisions of the Judicial Council shall be final and unless otherwise provided by the present Law, an administrative dispute may be initiated against them.

When making a decision on the appointment of judges and court presidents, the Judicial Council shall take into account the proportional representation of minorities and other minority communities and gender-balanced representation.

Prosecutors: According to the Law on State Prosecution Service, in rendering its decisions on the election of the heads of the state prosecution offices and state prosecutors, the Prosecutorial Council shall take into account the proportionate representation of the members of minority nations and other minority national communities as well as gender balance.

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser : :[Comment]Described in the comments section () Non
Chefs des ministères publics	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser : :[Comment]Described in the comments section () Non

Commentaires Article 30 of The Law on Judicial Council and Judges

Decisions of the Judicial Council shall be final and unless otherwise provided by the present Law, an administrative dispute may be initiated against them.

When making a decision on the appointment of judges and court presidents, the Judicial Council shall take into account the proportional representation of minorities and other minority communities and gender-balanced representation.

Article 40 paragraph 2 of the Law on State Prosecutor's Office

When making a decision on the election of heads of state prosecutor's offices and state prosecutors, the Prosecutorial Council is obliged to take into account the proportional representation of members of minority peoples and other minority national communities and gender balance.

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	()	(X)
La promotion des juges	()	(X)
Le recrutement des procureurs	()	(X)
La promotion des procureurs	()	(X)
Le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
La promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect

de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)
dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- Autres études, veuillez préciser:

NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence :

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires The Ministry of Public Administration, Digital Society and Media is ICT at the state level. Coordination is carried out by the Ministry of Justice, Human and Minority Rights. The Judicial Council manages the information system in the courts. And we have Working Groups formed by the Government of Montenegro dealing with the ICT strategy of Judiciary 2016-2020 and the Judiciary ICT development program 2021-2023.

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la

gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

Oui

Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique

globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) We have an intention to fully implement ISO 27001 in the new few years and to get a certification. At the national level, there is a legislature, but the system for audit or control is missing.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) We have established a specialized Agency for the protection of personal data. There is also legislature on that topic. We have all the data about any party in a centralised information system, and it is possible to get info about which information has been used by courts. We have a plan to improve this in the new information system.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Pénale	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Administrative	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	(X) Oui pour tous les jugements () Oui pour certains jugements () Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

[] Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

[X] Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

[X] Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Few institution regulate usage of ICT in courts in Montenegro:

1. Ministry of Public Administration, Digital Society and Media - is the main institution for coordination of ICT on government level,
2. Ministry of Justice, Human and Minority Rights - coordinates ICT and information systems development for Judiciary,
3. Secretariat of Judicial Council (Department for ICT) - Is the institution that directly develop, maintain and plan all ICT aspects for courts: information systems for courts, infrastructure, maintenance of computer equipment, judicial statistics, multimedia, court web portal, etc.

Secretariat of the judicial council, Ministry of justice, human and minority rights administers the electronic Register of Criminal convictions (all sanctions - jail, parole, etc.). All judges (criminal, civil, misdemeanor, etc.) have access to that database and they use it every day.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de disponibilité

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Pénale	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux (X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes () non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA
Administrative	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	() dans tous les tribunaux () dans la plupart des tribunaux () dans certains tribunaux / certaines phases pilotes (X) non disponible pour cette matière [] NA	() Oui () Essai pilote (X) Non [] NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- () 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[X] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

Oui

Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/coconnexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Accessible aux parties <input checked="" type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input checked="" type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------	---	---	--	--	---

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires – Si d'autres registres sont concernés, veuillez préciser : In Montenegro neither the land registry, neither the business registry have been managed by the courts. The business registry has been managed by the tax administration and the land registry has been managed by The real estate administration.

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l'outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d'autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

Autres outils d'administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l'activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	() Oui () Non [] NA [] NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	() Oui () Non [] NA [] NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	() Oui () Non [] NA [] NAP
Information disponible dans le CMS	() Oui () Non [] NA [] NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

- () Oui
(X) Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Administrative	[]	[]	[]	[] SMS [] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[]
----------------	-----	-----	-----	---	-----

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	[] 100% [] 50-99% [] 10-49% [] 1-9% [X] 0% (NAP) [] NA	[] Saisine d'une juridiction [] Phases préparatoires à l'audience [] Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois [] Transmission des décisions des tribunaux	[] Courrier électronique [] Application informatique spécifique [] Autres	[] Oui	[] Avocats [] Parties non représentées par un avocat

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Avocats <input type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
--	-------------------------

Civile et/ou commerciale	() Oui (X) Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement [] NAP
Pénale	() Oui (X) Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement [] NAP
Administrative	() Oui (X) Non	(X) De droit commun seulement () De droit commun et spécialisé () De droit spécialisé seulement [] NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :
- Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :
- Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

- Oui, sur internet
- Non, seulement en interne (sur un site intranet)
- Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
- Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir executif (par exemple Ministère de la Justice)
- Procureur général /Procureur de la République
- Conseil supérieur des procureurs
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Autre (veuillez préciser) :
- NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
- Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[99]

[] NA

Commentaires In the period 01.01.2020.-31.12.2020., courts had in total 1872 cases on exemption, out of which 1860 cases were resolved, and 12 remained unresolved.

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Judicial Council

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	30 724 [] NA [] NAP	31 190 [] NA [] NAP	34 183 [] NA [] NAP	27 069 [] NA [] NAP	3 568 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	19 220 [] NA [] NAP	21 023 [] NA [] NAP	22 395 [] NA [] NAP	17 189 [] NA [] NAP	3 328 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	1 135 [] NA [] NAP	3 036 [] NA [] NAP	3 037 [] NA [] NAP	1 134 [] NA [] NAP	196 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	895 [] NA [] NAP	2 351 [] NA [] NAP	2 349 [] NA [] NAP	897 [] NA [] NAP	140 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	240 [] NA [] NAP	685 [] NA [] NAP	688 [] NA [] NAP	237 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP

3. Affaires administratives	10 074 [] NA [] NAP	5 473 [] NA [] NAP	7 039 [] NA [] NAP	8 505 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	295 [] NA [] NAP	1 658 [] NA [] NAP	1 712 [] NA [] NAP	241 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP

Commentaires Total of other than criminal law cases (1+2+3+4)": For basic and commercial courts.

"1. Civil (and commercial) litigious cases (including litigious enforcement cases and if possible without administrative law cases, see category 3)" : Civil cases (P)

- Civil cases - small value (Mal)

"2.1. General civil (and commercial) non-litigious cases, e.g. uncontested payment orders, request for a change of name, non-litigious enforcement cases etc. (if possible without administrative law cases, see category 3; without registry cases and other cases, see categories 2.2 and 2.3)": - Complex non-litigious cases (Rs)

- Other civil and non-litigious cases (R) "2.3. Other non-litigious cases":

Legacy cases (O)

"3. Administrative law cases":

Administrative cases - Administrative court (U) "4. Other cases":

Execution cases (I)

Clarification on discrepancies: Total of other than criminal law cases (1+2+3+4) for incoming cases - Lower inflow of cases in courts

Civil (and commercial) litigious cases (including litigious enforcement cases and if possible without administrative law cases, see category 3) - Lower inflow of cases in courts

Non litigious cases (2.1+2.2+2.3) for resolved cases - there was a lower inflow of cases, therefore, there was a lower number of resolved cases

Other non-litigious cases for incoming and resolved cases - there was a lower inflow of cases, therefore, there was a lower number of resolved cases

Other cases – for pending cases on jan. 1 RY and resolved cases - In 2020, there was a lower number of unresolved cases at the beginning of the year, compared to the previous one. As for resolved cases, there was a lower inflow of cases, and therefore a lower number of resolved cases.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Basicandcommercialcourtsdealwith:

- Civilcases(P)
- Civilcases-smallvalue(Mal)
- Complexnon-litigiouscases(Rs)
- Othercivilandnon-litigiouscases(R)
- Legacycases(O)

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. Basicandcommercialcourts

- Executioncases(I)

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	38 134 [] NA [] NAP	61 197 [] NA [] NAP	58 652 [] NA [] NAP	40 601 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	1 564 [] NA [] NAP	4 237 [] NA [] NAP	3 583 [] NA [] NAP	2 140 [] NA [] NAP	115 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	18 951 [] NA [] NAP	34 534 [] NA [] NAP	34 171 [] NA [] NAP	19 314 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	17 619 [] NA [] NAP	22 426 [] NA [] NAP	20 898 [] NA [] NAP	19 147 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : 1. Severe criminal cases":

Basic and High courts

- Criminal cases (K)
- Special criminal cases (Ks)
- Juvenile criminal cases (Km)

"2. Misdemeanour and / or minor criminal cases":

- Misdemeanor cases (PP) - Misdemeanor courts

"3. Other cases":

Misdemeanor cases - Execution cases for misdemeanor (IPS)

Discrepancy elaboration regarding increase of severe criminal cases pending on 31st December of ref.year: In 2020, there was a higher inflow of cases than in 2019, so there were more unresolved cases.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance

097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 979 [] NA [] NAP	10 723 [] NA [] NAP	10 931 [] NA [] NAP	2 243 [] NA [] NAP	675 [] NA [] NAP

1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	2 707 [] NA [] NAP	9 373 [] NA [] NAP	9 530 [] NA [] NAP	2 040 [] NA [] NAP	664 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	104 [] NA [] NAP	321 [] NA [] NAP	354 [] NA [] NAP	58 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	91 [] NA [] NAP	274 [] NA [] NAP	309 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	13 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	160 [] NA [] NAP	910 [] NA [] NAP	928 [] NA [] NAP	142 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	8 [] NA [] NAP	119 [] NA [] NAP	119 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Total of other than criminal law cases (1+2+3+4) - Total number given in this file represents High and Appellate court cases

1. Civil (and commercial) litigious cases - High and Appellate court: -Civil appeals (Gž and Pž) for (Civil cases (P) and Civil cases – small value (Mal))

2.1. General civil (and commercial) non-litigious cases - Civil appeals (Gž and Pž) for (Complex non-litigious cases (Rs) and Other civil and non-litigious cases (R))

2.3. Other non-litigious cases - -Civil appeals (Gž and Pž) for (Legacy cases (O))

3. Administrative law cases - -Supreme court -Administrative appeal cases (Uvp)

4. Other cases - ***Civil appeals (Gž and Pž) for ((O-n), (OP), (ST), (RP), (PSO), (I), (IP), (OS), (L),(PL))

Clarification on discrepancies:

Total of other than criminal law cases for pending cases 31.dec RY As the number of unresolved cases decreased on 01.01, the inflow of cases in the reporting year also decreased, thus, the number of unresolved cases decreased on 31.12.2020. year.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	99 [] NA [] NAP	3 195 [] NA [] NAP	3 203 [] NA [] NAP	91 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	99 [] NA [] NAP	1 267 [] NA [] NAP	1 275 [] NA [] NAP	91 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	0 [] NA [] NAP	1 928 [] NA [] NAP	1 928 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. 1. Severe criminal cases":

High courts and Appellate court

- Criminal appeal case (Kž)
- Special criminal appeal case (Kžs)
- Juvenile criminal appeal case (Kžm)

"2. Misdemeanour and / or minor criminal cases": High misdemeanor court

- Misdemeanor appeal cases (Pžp)

Clarification of discrepancies:

Total of criminal law cases (1+2+3) for pending cases on 1. jan RY In 2020, the number of unresolved cases remained lower at the beginning of the year, compared to the previous year. Severe criminal cases for pending cases on 1 Jan. ref. year

In 2020, the number of unresolved cases remained lower at the beginning of the year, compared to the previous year. Also, in 2020, the number of unresolved cases remained lower at the beginning of the year, compared to the previous year.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	614 [] NA [] NAP	2 379 [] NA [] NAP	2 427 [] NA [] NAP	566 [] NA [] NAP	358 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	439 [] NA [] NAP	1 415 [] NA [] NAP	1 440 [] NA [] NAP	414 [] NA [] NAP	351 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	14 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP	54 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	11 [] NA [] NAP	47 [] NA [] NAP	49 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	3 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	160 [] NA [] NAP	910 [] NA [] NAP	928 [] NA [] NAP	142 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

4. Autres affaires	1	4	5	0	0
	[] NA				
	[] NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. ***Civil appeals (Rev, Rev IP, Gzz) for (Gž and Pž) for ((O-n), (OP), (ST), (RP), (PSO), (I), (IP), (OS), (L),(PL))

Discrepancy clarification:

-Covid-19 courts regime and functioning, as well the case inflow in 2020. contributed to the difference between the two reporting periods

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure Described in the comments section

() Non

Commentaires 4148 is total number of received cases by the Supreme Court of Montenegro in 2018. We can not provide the exact number closed by this procedure

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	8 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	8 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Autres affaires pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

Discrepancy clarification:

-If column no. 1 and line 1,2, a small oscillation between numbers 2 (2018) and 8 (2020) is noticeable and we have no explanation for that, except that several cases under legal remedy went to the highest degree. (SoJC)

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
--	--------------------	--------------------	--	--

Divorce contentieux	367 [] NA [] NAP	1 221 [] NA [] NAP	1 075 [] NA [] NAP	513 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
Licenciement	1 411 [] NA [] NAP	345 [] NA [] NAP	1 363 [] NA [] NAP	393 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP
Faillite	418 [] NA [] NAP	463 [] NA [] NAP	564 [] NA [] NAP	317 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP
Vol avec violence	35 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP	58 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	62 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP

Commentaires In the 2018. reporting the methodology we applied varies in relation to the 2020.

(e.g in employment dismissal cases and robbery cases) this difference is most easily noticed because we applied the methodology of the calculation connecting cases that went to the third degree (Supreme Court). So, we realized late and noticed that in 2018 we had an incorrect case count.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	500 [] NA [] NAP	539 [] NA [] NAP	730 [] NA [] NAP	309 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	24 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires "Non-court procedures relating to the right of entry and stay for aliens" and "Court cases relating to the right of entry and stay for aliens" clarification:

In 2020, 19,354 permits for work and employment of foreigners were issued (11,289 in quota and 8,065 out of quota)

In 2020, 15,350 temporary residence permits were issued

In 2020, 3 (three) lawsuits were filed against the Decisions on the rejection of the application for a permanent residence permit and they are in the process.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Law on International and Temporary Protection of Foreigners governs the principles, conditions, and procedures for granting international and temporary protection to a foreigner seeking international protection; the rights and duties of a foreigner seeking international protection, an asylee, a foreign granted subsidiary protection, a granted temporary protection; as well as the conditions and the procedure for the withdrawal and cessation of asylee status, subsidiary and temporary protection. This Law shall apply from 1 January 2018.

- Asylum shall be granted to a foreigner seeking international protection, who is outside the country of his origin, and owing to a well founded fear of being persecuted for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion, is unable or, owing to such fear, is unwilling to avail himself of the protection of that country.
- The procedure upon an application for international protection, as well as the reception and accommodation of a foreigner seeking international protection, temporary protection, subsidiary protection shall be conducted by the state administration authority responsible for internal affairs (Ministry of the Interior).
- The tasks regarding the accommodation and reception of a foreigner above shall be carried out by the Ministry through its unit for providing accommodation to foreigners seeking international protection (the Reception Centre). The tasks regarding the accommodation of asylees, foreigners granted subsidiary protection and foreigners granted temporary protection shall be carried out by the state administration authority through its unit for providing help for integration of these persons into society.
- The Ministry of the Interior decides on the asylum application. Against the decision of the Ministry a lawsuit can be filed to the Administrative Court.

The procedure for granting asylum is a administrative procedure and body of the state administration charged with interior affairs shall conduct the procedure in the first instance, receive applications and take decisions on applications, conduct the procedure and take decisions on the cessation and revocation of asylum and perform other tasks. The State Asylum Appeals Commission shall adjudicate appeals lodged against decisions of the first-instance body. The State Commission shall take a decision on each appeal by a majority of votes of the total number of members, within two months from the day on which the appeal was lodged, unless a shorter period is provided by this Law. The State Commission is made up of a president and four members. The president, deputy president and members of the State Commission shall be appointed by the Government of the Republic of Montenegro (hereinafter: Government) for a four-year term. An administrative dispute can not be initiated against the decision of the second-instance body.

The Law on Aliens regulates conditions for the entry, movement and the work of aliens and the conditions of stay and work. An administrative dispute may be started against an administrative or other act that has been passed in second instance before the Administrative Court of Montenegro. An administrative or other act may be disputed: in the case of violation of the codes of procedure, in the case of inaccurate and incomplete establishment of the facts; in the case of inaccurate application of the material law. The complaint shall be accepted, or refused as unsubstantial by a judgment. If the complaint is accepted, the Administrative Court shall nullify the disputed act. When found that the disputed act shall be nullified, the Administrative Court may, if the character of affairs allows so and if the established facts offer a reliable ground for it, settle the matter by a judgment, under the rules stated in Law on Administrative Dispute. Against the legally binding decision of the Administrative Court the following extraordinary legal remedies may be submitted: a request for exceptional reconsideration of a court decision and request for repeat of the procedure. The request for extraordinary reconsideration of a court decision shall be decided on by the Supreme Court in a panel of three judges, in a non public session, The request for extraordinary reconsideration of a court decision may be filed in the following cases: violation of the material law; violation of the codes of procedure in the administrative dispute, which might affect the deciding on the matter. Upon request for a repeat of the procedure decides Administrative Court, in a panel of three judges, in a non-public session. A procedure concluded by a judgment or a decision shall be repeated upon request of a party: if the party discovers new facts, or finds or acquires the possibility to use new evidence, on which grounds the dispute might be settled more favorably for him/her, had these facts, i.e. evidence been put forward or used in the previous court procedure; if the court decision was reached due to a criminal act of the judge or an employee of the court, or the decision was achieved by deceit of the representative or attorney of the party, his/her opponent or the opponent's representative or attorney, and such a proceeding represents a criminal act; if the decision had been based on a judgment passed in a criminal or civil matter, and this judgment was later cancelled by another legally binding court decision; if a

document, on which the decision is based, was false or altered falsely, or if a witness, assessor or party, has given a false statement during the hearing before court, and the court decision is based on that statement; if a party finds or acquires the possibility to utilize an earlier decision passed in the same administrative dispute; if an interested party had not been granted the possibility to participate in the administrative dispute; if the decision of the Administrative Court contradicts the judgment of the European Court of Human Rights in the same matter.

Ministry of the Interior:

Law on International and Temporary Protection of Foreigners governs the principles, conditions, and procedures for granting international and temporary protection to a foreigner seeking international protection; the rights and duties of a foreigner seeking international protection, an asylee, a foreign granted subsidiary protection, a granted temporary protection; as well as the conditions and the procedure for the withdrawal and cessation of asylee status, subsidiary and temporary protection.

The tasks regarding the accommodation and reception of a foreigner above shall be carried out by the Ministry through its unit for providing accommodation to foreigners seeking international protection (the Reception Centre).

The decision on the restriction or deprivation of the right to reception in cases referred to (if: fails to stay at the Reception Centre he has been assigned to; leaves the Reception Centre for more than 24 hours without permission; has the means to afford an adequate standard of living; violates the rules of stay and house rules at the Reception Centre;) shall be issued by the Ministry of interior.

Administrative dispute may be initiated before the Administrative Court against the decision referred to within eight days from the receipt of the decision.

The Ministry of the Interior also issues a decision which may impose measures in order to limit the freedom of movement of a foreigner seeking international protection, in cases prescribed by law. Administrative dispute may be initiated before the Administrative Court against the decision referred to within three days from the receipt of the decision.

The Law on International and Temporary Protection of Foreigners defines the following institutes of European legislation: acts of persecution; perpetrators of persecution; reasons for exclusion; safe country of origin; safe third country; a secure European third country; border procedure. This law implements the standards of international humanitarian law and human rights standards in the development and implementation of reception policy and the need to create a safe and dignified environment for foreigners seeking international protection, recognizes the need to establish and apply fair and expeditious international protection procedures, so that those who need international protection and those for whom this is not the case are identified in a timely manner. As in previous normative decisions, the State Commission for Resolving Asylum Appeals was a second-instance body for dealing with appeals filed against decisions of the Ministry of the Interior; in line with international standards in the field of international and temporary protection of the right to an effective remedy provided by the judiciary, this law introduced judicial protection, i.e. the right to file a lawsuit with the Administrative Court, against decisions made in the first instance, thus ensuring compliance with these standards.

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	0 [] NA [] NAP	8 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Pornographie enfantine	1 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
-------------------------------	------------------------	------------------------	------------------------	------------------------	------------------------

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : According to the Criminal Code of Montenegro:

Assault of a Child by Penetration

Article 206 (1) Whoever commits assault of a child by penetration or other act of equivalent nature against a child shall be punished by a prison sentence for a term from three to twelve years.

(2) Where the offence set forth in paragraph 1 of this Article results in a serious bodily injury of the child against whom the offence was committed, or where the offence was committed by several persons or where it results in pregnancy, the perpetrator shall be punished by a prison sentence for a term from five to fifteen years.

(3) Where an offence set forth in paragraphs 1 and 2 of this Article results in the child's death, the perpetrator shall be punished by a prison sentence for a minimum term of ten years.

(4) The perpetrator of the offence set forth in paragraph 1 of this Article shall not be punished provided that there is no major difference between him and the child in terms of their mental and physical development.

Child Pornography Article 211 (1) Whoever sells, gifts, shows or makes accessible to a child by publicly exhibiting, via information and communication technologies or otherwise photographs, texts, audio-visual material or other items of pornographic content or who shows the child a pornographic performance shall be punished by a prison sentence for a term from six months to five years.

(2) Whoever induces or exploits a child to produce photos, audio-visual material or other items of pornographic content (child pornography) or for a pornographic performance shall be punished by a prison sentence for a term from one to eight years.

(3) The penalty set out in paragraph 2 of this Article shall be imposed on whomever unauthorisedly records, produces, offers, makes accessible, distributes, imports, exports, procures for himself or for another, sells, gives, shows, publicly displays or possesses photos, audio-visual material or other items of pornographic content (child pornography).

(4) Where the offence set forth in paragraphs 1 and 2 of this Article is committed against a juvenile, the perpetrator shall be punished by a prison sentence for a term from three months to three years.

(5) Where the offence set forth in paragraph 2 of this Article is committed by means of force or threats, the perpetrator shall be punished by a prison sentence for a term from two to ten years.

(6) The objects set out in paragraphs 1 to 3 of this Article shall be confiscated and destroyed.

(7) Child pornography, within the meaning of this Article, is deemed to be any material that visually depicts a child engaged in real or simulated sexually explicit conduct and any depiction of a child's sexual organs for primarily sexual purposes.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 37 [] NA [] NAP	288 [] NA [] NAP	62 [] NA [] NAP	57 [] NA [] NAP	136 [] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 87 [] NA [] NAP

Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 7 [] NA [] NAP	117 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP	73 [] NA [] NAP	74 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 37 [] NA [] NAP	330 [] NA [] NAP	63 [] NA [] NAP	50 [] NA [] NAP	148 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 6 [] NA [] NAP	235 [] NA [] NAP	21 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 87 [] NA [] NAP	212 [] NA [] NAP	24 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 98 [] NA [] NAP	371 [] NA [] NAP	70 [] NA [] NAP	52 [] NA [] NAP	164 [] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires Clarification of discrepancies:

Employment dismissal cases in column % of decisions subject to appeal

In reference year there was a lower number of cases that went on appeal; Robbery cases in column % of decisions subject to appeal In the reference year, more cases went on appeal

In the column % of cases pending for more than 3 years for all instances in the row concerning Civil and commercial litigious cases, in the last reporting period the relationship with Unresolved cases was used, and this year realistic data concerning the relationship between Unresolved cases over 3 years of age were set in relation.

There are some variations between data of length of proceedings in 2019 and in 2020 which have not been explained (notably decrease of length of proceedings for litigious divorce cases and employment dismissal cases in first instance ; increase of length of proceedings for insolvency cases in first instance ; increase of length of proceedings in first instance and decrease in second instance for civil and commercial cases).

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. Pursuant to the provisions of the Family Law, proceedings in marital disputes shall be initiated by a lawsuit. The procedure for the divorce agreement is initiated by the joint proposal of the spouses (the proposal for an agreement on divorce). If a spouse has filed a lawsuit for divorce and the other person expressly declares that he does not dispute the merits of the lawsuit at the latest until the conclusion of the main hearing, the spouses shall be deemed to have proposed a divorce agreement. In marital disputes initiated of one of the spouses, a mediation procedure shall be conducted in accordance with the Law on Mediation, unless there are circumstances

indicating the existence of any form of domestic violence. Upon receipt of the lawsuit, the court shall convene a hearing and ask spouses to immediately disclose which mediator they wish to address for the purpose of conciliation or reaching agreement on the legal consequences of divorce. If a spouse does not reach a mediator agreement, he or she shall be assigned by a court. The court shall, without delay, provide the mediator with a lawsuit, an act on his / her appointment to the mediator, the names and addresses of the spouses and the data of the joint children, if any. The mediator shall, within eight days from the receipt of the act, invite spouses, under the terms of personal delivery, to attend a mediation procedure without attorneys in which they will attempt to terminate the disputed relationships without conflict and without divorce.

The mediation procedure for attempting reconciliation shall be carried out within one month of the day the lawsuit has been filed with the mediator and the mediation procedure for reaching an agreement on the consequences of divorce within 60 days of the date of termination of the conciliation procedure. The marriage agreement of the spouses about sharing the common property shall enter in the sentence of marriage divorce. The spouses' agreement on the exercise of parental rights is included in the sentence of marriage divorce if the court finds that the agreement is in the best interest of the child. During the entire divorce proceedings, the court shall be obliged to cooperate with guardianship authorities and other professional services dealing with marriage and family issues, especially when spouses have joint children. During the proceedings in marital disputes, the court may, by means of a decision, impose provisional measures in order to provide support to the spouse and to accommodate his / her proposal. In marital disputes, no judgment can be made for omission or judgment on the basis of recognition or renunciation. In martial law parties can not conclude court settlement.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The length of the proceedings shall be counted from the moment when the judge is charged with a single subject until the moment of hand in.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :Specified in the comments section

Commentaires In accordance with the Criminal Procedure Code, the state prosecutor issues a binding order or directly manages the activities of the law-enforcement competent authority during the preliminary investigation stage and files request for the protection of legality against the final decision and, also concludes plea agreements with the accused after gathering evidence in accordance with law.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	1 541 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	8 790 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	8 601 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	4 127 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	3 714 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	413 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	4 474 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	1 730 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The data submitted by the Special State Prosecutor's Office, high state prosecutor's offices and basic state prosecutor's offices have been presented:

Cases that were not completed in 2019 and were transferred to 2020;

Cases received in 2020, criminal complaints (by police and others);

Processed cases that were completed or went to court in 2020;

3.1 Total number of discontinued investigations;

3.1.1 Number of discontinued cases, because the offender could not be identified;

3.1.2 Number of discontinued investigations, because the act the accused person is charged with is not a criminal offence or a criminal offence prosecuted ex officio;

3.1.3 Number of discontinued cases, because the statute of limitations has come to effect or the offence is subject to amnesty or pardon

3.1.4 Number of discontinued investigations, where there were other circumstances that permanently disqualify criminal prosecution and there is no evidence which would back a reasonable suspicion that the accused person has committed a criminal offence; 3.2 Number of cases in which the state prosecutor rendered a decision to postpone criminal prosecution; 3.3 Number of cases in which criminal complaints were dismissed for other reasons; 3.4 Number of cases brought to court in 2020; 4. Pending cases on 31 December 2020.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	314 [] NA [] NAP	314 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Prosecutorial Council

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1 Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[] principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires Judicial Council is an independent body regulates appointment and termination of office of judges in Montenegro. Article 128 of the Constitution of Montenegro states the jurisdiction of the Judicial Council. Article 28 of the Law on Judicial Council states that judges and Presidents of the Courts are elected on the bases of public announcement. The candidates' applications shall be submitted to the Judicial Council within 15 days as of the day of the public announcement. Article 32 of the Law determines criteria for elections of judges to be appointed for the first time, namely: 1. Acquired knowledge with established sub criteria; 2. Ability to perform judicial function on the basis of established sub criteria; 3. Worthiness to perform judiciary function being valued based on established sub criteria. For judges to be elected for the first time, the law prescribes the written examination of candidates by the Commission. Written examination shall be anonymous, and potential questions can be found on the Judicial Council website. After the written examination conducted, interviews shall be organized with the candidates who passed the written test. Members of the Judicial Council evaluate candidates based on the interview, applicants' documentation and opinions, applying the criteria and sub-criteria from Article 32, 32a and 32b of the Law on Judicial Council and shall fill out standardized candidate assessment forms, which they submit to the Commission. The Commission establishes the average number of points, based on the evaluation of each member of the Judicial Council. Based on an average score, the Commission makes a list of candidates for election to be submitted to the Judicial Council for decision - making. The Decision on the Selection The Judicial Council issues a secret ballot and the same has to hold a written statement of reasons. Each candidate shall have the right to inspect his documentation, as well as a written test, the opinion and the final grade of other candidates who have applied for the selection of the judge within 30 days from the date after the decision. The decision of the Judicial Council on the election of a judge is final and an administrative dispute can be initiated against it. The Judicial Council publishes an internal notices for filling vacancies of judges on its website. The right to apply for an internal vacancy shall have judges who want to be permanently allocated to another court of the same or lower instance. The Judicial Council shall form a list of candidates for deployment from paragraph

2 of this Article, according to the results of the work in the last three years, or according to the evaluation of the work performed by the judge in accordance with this Law. The Judicial Council on the basis of a list of candidates referred to in paragraph 3 of this Article, shall decide on the assignment of judges to another court of the same instance, taking into account the needs of the court in which a judge performs a judicial function and court in which it is seconded.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de juges

Une instance composée seulement de non juges

Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The Judicial Council of Montenegro decides on the election of judges and presidents of all courts. The Law on the Judicial Council and Judges regulates the procedure and criteria for the selection of judges for the first time elected.

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : During the reference year, there were

changes in the staff of the Judicial Council, so the composition of the Judicial Council was incomplete and consisted of 4 women and 5 men. That is why we marked NAP in the male/female columns.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : A person who applied for the public announcement for the appointment of judges in the Basic Court shall have the right to inspect the documents, written test and the grades of persons who have applied for this public announcement, within 15 days from the date of the decision on the assignment of candidates for judges. The persons referred to in paragraph 1 of this Article may initiate an administrative dispute against the decision of the Judicial Council referred to in Article 51, paragraph 1 of the present Law.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

Concours/Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : The judges shall be entitled to be promoted through the appointment to a higher court, and the public prosecutor shall be entitled to be promoted through the appointment to a court, if their work is rated as excellent or good in accordance with the law and if they meet the specific requirements laid down for the appointment to that court. A judge or public prosecutor maybe promoted to the Supreme Court if he / she received the excellent grade and if he / she meets the special requirement for appointment to the Supreme Court

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle

mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser :

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir les instructions ?

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

Exceptionnelles

Occasionnelles

Fréquentes

Systématiques

NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

Oui

Non

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) : Described in the comments section

Commentaires The Law on State Prosecutor's Office 2015 defines the procedure of election of state prosecutors in detail. Vacant posts of state prosecutors in basic state prosecution office are filled in on the basis of the internal advertisement for voluntary reassignment of state prosecutors from one basic state prosecution office to another. If a vacant post of the state prosecutor is not filled, state prosecutors in basic state prosecution offices shall be elected on the basis of a public advertisement.

Vacancies of the state prosecutors in the basic state prosecution offices on the level of Montenegro are advertised by the Prosecutorial Council in the Official Gazette of Montenegro and in one of the printed media with the headquarters in Montenegro.

Criteria for election of the state prosecutor to be elected for the first time: 1) the grade given in written examination, i.e. the Bar examination grade given in line with the law regulating the Bar examination, 2) the grade given in the candidate interview. Criteria for promotion of the state prosecutor:

-grade given in the performance evaluation

- interview evaluation grade

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : Prosecutorial Council shall have a president and ten members.

The Supreme State Prosecutor shall be the President of the Prosecutorial Council.

The following shall be the members of the Prosecutorial Council:

- 1) four state prosecutors who have permanent function and at least five years of work experience in performing prosecutorial function, three of whom are from the Supreme State Prosecutor's Office, Special State Prosecutor's Office and High State Prosecutor's Offices, and one from basic state prosecutor's offices, who are elected and dismissed by the Conference of State Prosecutors;
- 2) four prominent jurists appointed and relieved from office by the Parliament of Montenegro (hereinafter: the Parliament) at the proposal of the competent working body,
- 3) one representative of the state administration body responsible for judicial affairs (hereinafter referred to as: "the Ministry of Justice") appointed by the Minister of Justice from among the employees of the Ministry of Justice.
- 4) one prominent jurist as a representative of non-governmental organizations from the field of rule of law, work of the state prosecutor's office or fight against corruption and organized crime, proposed by non-governmental organizations that meet the requirements prescribed by this law, and elected and dismissed by the Parliament.

A member of the Prosecutorial Council from the ranks of state prosecutors, may not be: marital or extramarital partner or a relative of the member of the Parliament, member of Government of Montenegro (hereinafter: The Government) and the President of Montenegro in a straight line regardless of the level of kinship, in the lateral line to the second level of kinship and in-law kinship to the first level.

The state prosecutor who was given the grade unsatisfactory or the state prosecutor who has been imposed a disciplinary sanction cannot be elected to the position of a member of the Prosecutorial Council from among the state prosecutors. Composition of the Prosecutorial Council shall be promulgated by the President of Montenegro the President of the Parliament. Administrative tasks for the Prosecutorial Council shall be carried out by the Secretariat of the Prosecutorial Council.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : Decisions of the Prosecutorial Council shall be final and administrative dispute may be initiated against them. (Administrative court)

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

(X) Oui, durée de la période probatoire (en années) :

() Non

Commentaires

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources :

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
-------------	-------------	---------------------------

Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires NOTE: Judges and state prosecutors have the right and obligation to attend the training they apply for upon their own interest, at least two working days per year (Article 45 paragraph 2 of the Law on the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution ("Official Gazette of Montenegro" no. 58/2015)).

The training is not compulsory for judges of specialized courts, however, the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution organizes regular training for judges of specialized courts at the annual level (judges of Commercial Court, Administrative Court). The only compulsory specialized training is the training for judges in charge of juveniles (according to the Law on Treatment of Juveniles in Criminal Proceedings). All judges in charge of juveniles went through the specialized training. The trainings for management functions in courts are organized in accordance with needs and, thus, these are not compulsory. In 2020 the trainings were implemented upon a special Training Programme for Court Presidents and Heads of State Prosecutor's Offices in Montenegro, which was adopted in 2019. When it comes to training activities for the use of computers in courts, these training activities are conducted by the other authorities such as the Judicial Council and Human Resource Management Authority.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : Judges and state prosecutors have the right and obligation to attend the training they apply for upon their own interest, at least two working days per year (Article 45 paragraph 2 of the Law on the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution ("Official Gazette of Montenegro" no. 58/2015)).

When it comes to training activities for the use of computers in courts, these training activities are conducted by the other authorities such as the Judicial Council and Human Resource Management Authority.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires NOTE: Judges and state prosecutors have the right and obligation to attend the training they apply for upon their own interest, at least two working days per year (Article 45 paragraph 2 of the Law on the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution ("Official Gazette of Montenegro" no. 58/2015)).

The only compulsory specialized training is the training for state prosecutors in charge of juveniles (according to the Law on Treatment of

Juveniles in Criminal Proceedings). All state prosecutors in charge of juveniles went through the specialized training. The trainings for management functions in state prosecution offices are organized in accordance with needs and, thus, these are not compulsory. In 2020 the trainings were implemented upon a special Training Programme for Court Presidents and Heads of State Prosecutor's Offices in Montenegro, which was adopted in 2019.

When it comes to training activities for the use of computers in state prosecution offices, these training activities are conducted by the other authorities such as Prosecutorial Council and Human Resource Management Authority.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs :

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue

Institution(s) pour les juges	[]	[]	[]
Institution(s) pour les procureurs	[]	[]	[]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[]	[]	[X]

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	[] NA [X] NAP
Institution(s) pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	615 593 [] NA [] NAP

Commentaires NOTE. Funds for the work of the Centre shall be allocated in the special portion of the Budget of Montenegro in the amount of 2% of the allocated budget for judiciary and state prosecution service. Article 53 of the Law on the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution (“Official Gazette of Montenegro” no. 58/2015)). The budget allocated to the Centre for Training in Judiciary and State Prosecution still remains below the statutory minimum of 2% of the budget allocated to the judiciary and prosecution. In addition to the amount allocated from the public budget for training activities, the Centre obtained financial support from international partners for implementation of training activities. However, the Centre does not have exact information, since a number of international partners did not submit the report on funds allocated for training activities which were implemented in cooperation with the Centre. Anyway, upon the collected data, it is visible that financial support of the international partners in 2020 amounted to around – 169,784.62 €

131-1. S’il n’y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

./

5.2.4 Nombre de formations



131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	50 [] NA [] NAP	79 [] NA [] NAP	34 [] NA [] NAP

1. Pour les juges	33 [] NA [] NAP	57 [] NA [] NAP	25 [] NA [] NAP
2. Pour les procureurs	30 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP
3. Pour le personnel non-juge	31 [] NA [] NAP	46 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP
4. Pour le personnel non-procureur	24 [] NA [] NAP	40 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP
5. Formations pour les autres professionnels	17 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	13 [] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice

. Note: Total - online training courses available (e learning) - 40 training days

For judges - online training courses available (e learning) - 33 training days

For prosecutors - online training courses available (e learning) - 25 training days

For non judge staff - online training courses available (e learning) - 18 training days

For non-prosecutor staff - online training courses available (e learning) - 15 training days

Training for other professionals - online training courses available (e learning) - 15 training days

Note: The Centre always organises joint training activities for both judges and state prosecutors, with the exception of training activities in civil matters which are intended for judges dealing with civil matters (as well as bailiffs, notaries, ...). There were 10 training activities of this kind in 2020 and these lasted for 13 days.

Advisors from courts and State prosecution also have the right to participate in trainings intended for judges and state prosecutors (they are allowed to participate in continuous training in case that judges and state prosecutors are prevented to attend the trainings) From the number of 34 online only 2 training activities planned to be online (CE HELP program e-learning courses). The rest of the number are training that were planned to be in-person but due the situation which is caused by covid pandemic we organized it online. The training that were supposed to be in-person we adapted to the online format-shorter lecture time, encourage participants to use online platforms for training. In 2020, due to the situation caused by the corona virus, 11 trainings planned by the Program for Continuous Training of Judges and State Prosecutors were not implemented.

In non-prosecutor and non-judge staff we did not count trainees/interns in courts and State prosecution. The Centre for Training in Judiciary and State Prosecution implements theoretical part of professional training of trainees/interns in courts and state prosecution offices, in accordance with the Law on Trainees in Courts and State Prosecution Offices and Bar Examination ("Official Gazette of Montenegro", no.55/2016 and 57/2016) and upon the Training Programme for Trainees in Courts and State Prosecution Offices which was adopted in January 2018. In 2020, the Centre organised 24 training (of this number 15 online trainings - all together 57 days of training) activities for 141 trainees/ interns, 107 in courts and 34 in state prosecution offices.

When it comes to the theoretical part of initial training, through which both candidates for judges and candidates for state prosecutors are jointly trained, the Centre organised in total 192 days of initial training activities.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	618 [] NA [] NAP	701 [] NA [] NAP
Juges	226 [] NA [] NAP	313 [] NA [] NAP

Procureurs	166 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	119 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	129 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	85 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	44 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	26 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	53 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	158 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

5.3.Exercice de la profession

5.3.1Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	18 233 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 216 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 233 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 216 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	43 364 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 054 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	43 364 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	29 054 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	18 360 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 360 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 300 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	31 356 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 008 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	31 356 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 008 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Regarding the average salary in the previous year in the Supreme State Prosecutor's Office, prosecutors had more years of service compared to prosecutors this year (who had a smaller number of years of service), so the average salary was higher for that reason. The number of years of service affects the salary of a judge. As the judges of the Supreme Court who retired in 2020 had the highest number of years of work experience, their retirement had the effect of reducing the average salary of judges, because judges with fewer years of service remained in the Supreme Court.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Retraite spécifique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Judiciary
Judges: Special allowance, salary supplements for work in commissions and other bodies. State Prosecutor's Office
In the Supreme State Prosecutor's Office, the State prosecutor dealing with cases of organized crime, corruption, money laundering, terrorism and war crimes is entitled to a special allowance in the amount of 45% of the basic salary;
In the Special State Prosecutor's Office, the Chief Special Prosecutor, special prosecutors, state prosecutor seconded to work at the Special State Prosecutor's Office are entitled to special allowance in the amount of 45% of the basic salary;

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- () Oui
(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- () Juges uniquement
(X) Juges et représentants d'autres professions juridiques
() Autre, veuillez préciser :

Commentaires By judges and other legal professionals

Other

- a) The Commission for the Ethics codex of Judges (body of the Judicial Council)
- b) In accordance with article 7 of the Law on prevention of corruption, “Opinions about the existence of a conflict of interest in the exercise of public function and restrictions in the exercise of public functions and the decisions on the violation of the provisions of the present Law relating to the prevention of conflicts of interest in the exercise of public functions, restrictions in the exercise of public functions, gifts, sponsorships and donations and reports on income and assets by public officials, which are given or adopted by the Agency for prevention of corruption in accordance with the present Law, shall be binding for a public official.”
- Also, the Article 4 of the same Law defines that “The tasks of prevention of conflicts of public and private interest, restrictions in the exercise of public functions, verification of the reports on income and assets by public officials, handling of whistleblower applications, whistleblower protection, as well as other activities in accordance with the present Law shall be performed by the Agency for the Prevention of Corruption, as an autonomous and independent body, established by the Parliament of Montenegro, in accordance with the present Law.”

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Ethic Commission could give opinion in accordance with the guidelines from December 2018 jointly developed and adopted by the Commission on Judicial Code of Ethics and the Commission for the Prosecutorial Code of Ethics, with the expert support of the Council of Europe through the "Accountability in the judicial system." There are three guidelines, namely: Guidance on the issue of permissible limits of use accounts on social networks in terms of professional ethics of judges and public prosecutors; Guidelines in relation to permitted activities which judges/state prosecutors may perform along the with judicial/prosecutorial office; and guidelines in relation to the issue of participation of judges and public prosecutors in political activities in terms of the principle of independence and impartiality. Not public opinions

As regards to the Opinions of the Agency for Prevention of Corruption, such Opinions are given at the request of the public official, in this case judge or a prosecutor, and are not public.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires a) The Commission for the Prosecutorial Code of Ethics has a president and two members. The President is elected from among the members of the Prosecutorial Council who is not a state prosecutor, one member is chosen by the extended session of the Supreme State Prosecutor's Office from among state prosecutors, and the other member is the president of the Association of State Prosecutors of Montenegro.

The Conference of State Prosecutors elects the President of the Commission for the Code of Ethics of State Prosecutors. b) Agency for Prevention of Corruption - same as for the judges:

"In accordance with article 7 of the Law on prevention of corruption, “Opinions about the existence of a conflict of interest in the exercise of public function and restrictions in the exercise of public functions and the decisions on the violation of the provisions of the present Law relating to the prevention of conflicts of interest in the exercise of public functions, restrictions in the exercise of public functions,

gifts, sponsorships and donations and reports on income and assets by public officials, which are given or adopted by the Agency for prevention of corruption in accordance with the present Law, shall be binding for a public official."

Also, the Article 4 of the same Law defines that "The tasks of prevention of conflicts of public and private interest, restrictions in the exercise of public functions, verification of the reports on income and assets by public officials, handling of whistleblower applications, whistleblower protection, as well as other activities in accordance with the present Law shall be performed by the Agency for the Prevention of Corruption, as an autonomous and independent body, established by the Parliament of Montenegro, in accordance with the present Law."

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. As regards to the Opinions of the Agency for Prevention of Corruption, same as for the judges - such Opinions are given at the request of the public official, in this case judge or a prosecutor, and are not public.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

Juges	Procureurs
-------	------------

Nombre total (1+2+3+4)	4 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
1. Faute déontologique	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	4 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Disciplinary offence under Article 108, paragraph 3, item 8 of the Law on State Prosecutor's Office (failure to submit data on property and income in accordance with the legislation on prevention of conflicts of interest).

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

9. Autre	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Secretariat of the Prosecutorial Council

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	947 [] NA	628 [] NA	319 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Syndicat	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Special types of representation deal with the special laws, for different type of procedures different representations are provided, so it is not possible to give answer to this question, in relation to the offered answers.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :

Commentaires It is not allowed to practice law simultaneously with any other activity, except in the field of science, literature, art, publications, pedagogy, translation and sport. Along with doing allowed activities, lawyers also have the right to take part in management of appropriate professional associations and societies.

During doing jobs on managing positions in state authorities, public services and companies, if lawyer does not decide to be deleted from the directory of lawyers, it is obliged for every lawyer to ask from Bar Association allowing the resting rights and obligations of the lawyer, and they are not allowed to use the title „lawyer“, for that period.

It is not in contradiction with the Code of Professional Conduct of the lawyers if lawyer is a member of managing team in expert, working and other professional government or non-government bodies, in humanitarian organizations, NGOs for human rights and freedom protection, publishing and editing committee, as well as in similar organizations and societies.

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié
- Avocat d'entreprise

Commentaires The Law on solicitors of Montenegro do not state the above categories of lawyers. According to the Law, an attorney shall practice law independently or in a law firm or in a partnership law firm. Two or more attorneys may have one joint law firm. A joint law firm shall be established under a contract that regulates mutual business and property relations. A joint law firm shall be enrolled in the register of joint law firms. An attorney shall represent in any instance court and in any type of proceedings, regardless his practice in the previously stated categories.

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: Bar exam

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : 1)a lawyer as a defense attorney of a juvenile, in criminal proceedings, who is ex officio appointed by a court or a state prosecutor (since the defense is mandatory and the juvenile or his legal representative does not elect a lawyer) must have special knowledge in the area of the protection of juvenile delinquency in criminal proceedings, and the same advocacy specialty is being implemented through training. 2)in family law disputes - the case for the protection of the rights of the child and the dispute over the exercise of parental rights, the temporary agent is appointed from the rank of attorneys from the list of attorneys who have undergone training in the representation of children in family law proceedings, conducted by the Ministry of Justice.

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Bar Association of Montenegro

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :Disciplinary Court of the Bar Association

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	0 [] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : According to the new Law on ADR and Amendments to the Civil Procedure Code, adopted in July 2020, there are two situations: 1. mandatory mediation before going to the court (first meeting with mediator) – according to the Law on ADR (article 11) before initiating court proceedings the party that intends to initiate court proceedings shall apply to the Centre with an intention to try to solve the dispute in mediation procedure, while both parties in the dispute are obliged to attend the first meeting with mediators in following disputes: the disputes stipulated as small value claims according to the law governing civil proceedings; the disputes for damages arising from insurance contracts if one of the

parties is an insurance company; the disputes for which special law stipulates the obligation to do so.

2. mandatory first meeting with mediator ordered by the judge – according to the Law on Civil Procedure (Art. 329), the court is obliged to render a special ruling referring the parties to the first meeting with mediator: 1) if one of the parties is Montenegro, Capital, Historic Capital, i.e. municipality; 2) in commercial disputes, except in disputes with international element, in disputes regarding relations to which the status (company) law is applied and in disputes where a party in bankruptcy procedure is referred to civil procedure; 3) in other cases required by special law (family disputes, labour disputes)

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : As explained in question 253, in accordance with new Law on ADR and Amendments to the CPC.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [X] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	139 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP

Commentaires Adoption of the new Law on ADR, in August 2020, led to the significant increase of a number of cases referred to the Center for mediation procedure, by courts and citizens and thus to the need for training of new mediators. In addition, according to the analysis done by the Centre, there is a need for additional increase of a number of mediators in some municipalities.

When it comes to the numbers of male and female mediators, we have to say that there are still more female than male mediators.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	2 617 [] NA [] NAP	1 730 [] NA [] NAP	1 269 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	921 [] NA [] NAP	399 [] NA [] NAP	291 [] NA [] NAP
2. Affaires familiales	171 [] NA [] NAP	147 [] NA [] NAP	98 [] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	1 492 [] NA [] NAP	1 151 [] NA [] NAP	847 [] NA [] NAP
5. Affaires pénales	33 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP	33 [] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : ADR Centre annual report for 2020 <https://centarzaars.me/izvjestaji/>

Number of cases resolved in the mediation procedure in 2020 has been increased mainly due to the adoption of new Law on ADR and raising of the public awareness on alternative dispute resolution methods, but this still is not on satisfactory level.

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

[X] la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

[X] l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires Early neutral evaluation of dispute, introduced with the new Law on ADR, adopted in July 2020.

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source :

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	29 <input type="checkbox"/> NA	21 <input type="checkbox"/> NA	8 <input type="checkbox"/> NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	21 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution :

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

(X) Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : 66

() Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Date de naissance	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Etat civil	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Cohabitant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Employeur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Véhicule automobile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens meubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Biens immeubles	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Compte bancaire	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

Option

Saisie des biens meubles corporels	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisies des bateaux et des navires	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
- Non

Comentaire - Veuillez expliquer :

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Chamber of Bailiffs of Montenegro

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

() entre 6 et 10 jours

() entre 11 et 30 jours

() plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Interpretation of Law in a wrong way.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Chamber of Bailiffs of Montenegro

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
 Procureur
 Services pénitentiaire et de probation
 Agent d'exécution
 Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
 50-79%
 Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

Total	Hommes	Femmes

TOTAL (1+2+3+4)	56 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	56 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP	36 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. Ministry of justice, human and minority rights

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser): Specified in the comments section

Commentaires Specific exam: bar exam and notary exam

Other: citizenship of Montenegro; at least 5 years of law experience and at least 3 years law experience after passed bar exam; notary has not been convicted of an act that makes him unfit to perform the duties of a notary;

Notwithstanding a person who is a citizen of a Member State of the European Union may be appointed a notary. (Notary Chamber of Montenegro)

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

Veuillez sélectionner une option

Authentification	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population

Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale

Tout autre registre (veuillez préciser)

Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaries ?

Oui

Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Aucun	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

Visioconférence (par exemple, conseils numériques)

Acte électronique

Identification numérique

Archivage numérique

Autre, veuillez préciser

Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

Notariat/ organisme professionnel

Autres autorités publiques

Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	(X)	()
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : Because of COVID notaries had webinars (topcs of the training activities: Law on bussiness; inheritance and regulations EU on inheritance; money laundry, mortgages etc). Also workshops on Etical Code of notaries.

I1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Notary chamber of Montenegro

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

358]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Ministry of justice, human and minority rights

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of justice, human and minority rights

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire



11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 6 years

Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ?

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
 Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
 le métier de l'expert
 autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
 Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

Total	Hommes	Femmes

Nombre d'experts	790 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	509 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	270 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-------------------------	--	--	--

Commentaires In addition to the stated number of women and men judicial experts, there are also 11 legal entities that perform judicial expertise.

Discrepancy clarification:

Compared to previous data, in the period 2018-2020, the Ministry of Justice, Human and Minority Rights organized several exams for court experts and appointed a larger number of experts.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Défini par le tribunal/juge	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
-------	---	---

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de l'expertise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent :

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

Le processus de sélection

La formation initiale ou continue

Les procédures disciplinaires

NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of justice, human and minority rights

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-2. Budget

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-11. Lutte contre la criminalité

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-12. Système pénitentiaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-14. La violence domestique

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :